

20230216 Rue89 Lyon

<https://www.rue89lyon.fr/2023/02/16/villeurbanne-squat-refuge-mamans-enfants/>



À Villeurbanne, un squat refuge pour des mamans et leurs enfants

Depuis juillet 2022, 25 personnes se sont rassemblées dans d'anciens bureaux de la Métropole de Lyon. À l'intérieur de ce squat de Villeurbanne, des femmes et des enfants ont trouvé refuge.

L'AUTEUR



Pierre Lemerle

[Plus d'articles](#)

Gare à ne pas se prendre un bambin dans les genoux. Ce mercredi après-midi, cinq enfants se retrouvent avec leurs mères dans la chambre de Happy* (les prénoms avec une astérisque ont été modifiés), une habitante du squat de la rue Ducroize, à deux pas de Grandclément, à Villeurbanne.

Jouant et gesticulant de partout, Leïa* six ans, Lucas*, cinq ans et Henry*, quatre ans, se sont arrêtés cinq minutes, impressionnés par l'objectif de l'appareil photo. En vacances scolaires, ils sont restés avec leurs mères, ce mercredi. Lucie*, un an et demi, sommeille dans les bras d'une maman.

En ce début février particulièrement froid, un petit chauffage d'appoint permet de garder la pièce à bonne température. Dans la pièce, on retrouve tout le nécessaire pour accueillir une famille : un frigo, un micro-ondes, un canapé... À côté, les jeunes mères discutent. Originaires du Nigéria, elles sont arrivées dans le squat en juillet 2022. Pour la plupart, elles ont quitté un autre squat pour se réfugier ici, entre elles.

Parmi elles, Happy semble la plus fatiguée, ce mercredi après-midi. Cette dernière assure vivre seule avec plusieurs enfants, dont un d'un an et demi. Elle est un peu perdue dans ses

papiers. Mère isolée avec un enfant de moins de trois ans, elle devrait être pris en charge, en théorie, par la Métropole de Lyon.

« Depuis un an, ils ne m'ont rien proposé », souffle-t-elle.



Dans une chambre du squat de Grandclément, les mamans et enfants se sont réunis le temps d'une après-midi.
©PL/Rue89Lyon.

À Villeurbanne, un squat avec des femmes isolées et des enfants

À côté d'elle, toutes les mères sont dans des situations différentes. Certaines sont dans les démarches [pour devenir demandeuse d'asile](#), certaines ont abandonné... En tout, 25 personnes venant du Nigéria, de Guinée et d'Albanie vivent dans ces anciens bureaux. Un groupe composé en majorité de femmes avec neuf enfants. Certaines sont enceintes, d'autres ont accouché récemment.

Le plus jeune habitant a seulement un mois. Il est né le 30 décembre. Fatiguée par une nuit mouvementée, sa mère se repose dans la chambre à côté. Son mari vit avec elle. Un cas qui n'est pas la règle. Ici, beaucoup de femmes vivent seules avec leurs enfants.

Parmi les mères, Esther, une jeune nigériane, est dans ce cas. La jeune femme a donné naissance à son premier enfant en 2019. Depuis, elle a vécu dans divers logements avant d'arriver au squat rue Ducroize, à Villeurbanne.

« J'étais prise en charge dans des hôtels. Mais, dès que ceux-ci étaient pleins, je devais changer de lieu. Ce n'était pas pratique, explique-t-elle en anglais. On ne peut pas cuisiner dans un hôtel. Avec un enfant, c'est difficile. »

Pendant longtemps, elle est donc passée d'un accueil à un autre. Son dernier hébergement a été un foyer. Après quelques temps passés là-bas, elle a été obligée de partir et s'est ensuite réfugiée dans un premier squat à Villeurbanne. C'est là qu'elle a rencontré son amie, Flavour*.

Dans un squat de Villeurbanne : « Quand on passe le désert de Libye, on est seule »

Esther et Flavour expliquent avoir quitté un pays gangrené par la corruption. Elles sont arrivées en France seules disent-elles, sans rentrer dans les détails.

« Quand on passe le désert de Libye, on est seule », note avec tristesse Flavour.

Lors de notre rencontre, les deux jeunes femmes oscillent entre des moments d'abattements et de grands fous rires. Répondre à des questions et remplir des documents a été leur lot depuis leur arrivée en France. Elles ne sont pas senties franchement aidées, ni par l'État, ni par la Métropole de Lyon. « Ils nous posent seulement des questions », note Esther, dont l'enfant a quatre ans depuis peu.

Pour ces femmes, les problèmes s'accumulent. Elles ont des difficultés à trouver de l'argent, notamment, pour les couches de leurs enfants.

« J'en ai demandé à la Métropole, mais on n'a rien eu depuis novembre », commente l'une d'elle.

En attente de papiers pour une partie, aucune ne peut travailler. « Pourtant, il y a de quoi faire dans les restaurants, pour faire des chambres, etc. », commente Flavour.

Elle lâche, résignée :

« Nous pouvons juste attendre et aller aux restos du cœur ».

À lire sur Rue89Lyon

[À Lyon, un accueil de jour non-mixte pour les femmes précaires](#)



Flavour* et Esther, originaires du Nigéria, vivent dans un squat à Villeurbanne. ©PL/Rue89Lyon.

À Villeurbanne, un squat refuge où les femmes se sentent « en sécurité »

Contrairement à leurs homologues masculins, travailler « au noir » s'avère très compliqué pour elles.

« Le seul travail possible serait la prostitution », constate Esther.

Beaucoup de femmes Nigériannes travaillent ainsi à Lyon. Une chose à laquelle s'opposent ces jeunes femmes. Elles peuvent s'appuyer principalement sur l'aide de l'Alpil (action pour l'insertion par le logement), de la Croix-Rouge, et des soutiens du squat. Les enfants sont aidés par l'association CLASSES. Dans ce bâtiment appartenant à la Métropole, elles trouvent un peu de réconfort et de soutien. Par rapport aux foyers, elles sont libres de s'organiser comme elles l'entendent.

« Il n'y a pas de chefs ici. Nous sommes adultes et nous parlons entre nous. »

Indirectement, elles mettent en lumière les difficultés de la vie en foyer, du fait de règles strictes pour ces mères de famille. Pour ces raisons, elles plébiscitent un lieu où elles se sentent « bien et en sécurité ». Sans toit, ces femmes seraient doublement exposées aux risques de la rue.

Les lieux d'accueil comme Au Tambour, non-mixtes, restent rares dans la métropole de Lyon et ne permettent qu'un accueil de jour. Loin d'être parfait, le squat qu'elles ont établi dans d'anciens bureaux de la Métropole leur permet de se retrouver entre elles et de se protéger. Bien que la cuisine soit un peu froide, la plupart des chambres sont suffisamment chauffées pour passer l'hiver. Regroupées, ces femmes évitent l'isolement de la rue.

À lire sur Rue89Lyon

D'un squat à l'autre à Lyon : « Si j'étais resté seul, je serais devenu fou »

« Prenez cette responsabilité, laissez ces personnes à l'abri »

Pourtant, leur présence est menacée. En décembre, la Métropole de Lyon a attaqué les squatteurs en procès. Une mesure que défendent les services de la collectivité :

« On est dans une procédure classique. Nous sommes propriétaires et avons donc des responsabilités. Cependant, nous avons quand même apporté notre aide. Nous avons aidé à la gestion de l'eau et des déchets, notamment. »

Comprenez : en cas d'accident, la collectivité serait responsable en cas de problème sur place. Une position qui irrite Camille, une soutien des familles.

« La Métropole de Lyon fait comme si cela était une formalité... En attendant, ces personnes n'ont aucune idée de ce qu'elles vont devenir, s'irrite-t-elle. Nous, on dit à la Métropole : « Prenez cette responsabilité, laissez ces personnes à l'abri. » »

Plus globalement, elle regrette un manque de volonté politique derrière les semaines de l'hospitalité de la Métropole de Lyon. Pourquoi ne prendre en charge que des femmes isolées avec enfant ? Elle remarque que certaines se mettent « en couple » pour trouver une protection, plus que par choix.

Sur la défensive, la collectivité assure faire sa part du travail sur place, avec ses moyens. Les maisons de la Métropole, la protection maternelle et infantile (PMI) et des services sociaux polyvalents sont mobilisés pour venir en aide à ces familles. Le CCAS de Villeurbanne intervient également sur place.

Un lieu d'accueil face à la saturation de l'hébergement d'urgence

La Métropole assure également n'avoir aucune connaissance de profils « dans ses compétences » devant être logés par ses services. En théorie, elle doit prendre en charge [les femmes isolées avec des enfants de moins de trois ans](#). « Si ce profil existe, nous nous chargerons de l'hébergement », assure-t-elle. Visiblement, Happy, une jeune femme que nous avons interrogé, indique être dans cette situation.

En attendant, la Métropole de Lyon renvoie la responsabilité de l'hébergement aux services de l'État, compétents en la matière. Contactée, la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) précise que la population du squat a toujours été stable. Elle ne note pas de problèmes d'insalubrité particuliers. Derrière les lignes, on comprend que les habitants sont dans une situation relativement stable. Ils ne sont donc pas prioritaires pour de l'hébergement d'urgence.

Car, si la DDETS n'évoque pas le sujet, la saturation de l'hébergement d'urgence n'est un secret pour personne. Nombre de sans-abri ne trouvent pas de solutions, malgré les démarches entamées pour devenir demandeur d'asile. Un retour à la rue est donc toujours possible. Le tribunal devra trancher sur l'avenir de ce lieu le 30 mars.

D'ici là, le futur de ce « refuge », pour reprendre certains habitants, est en suspens. Leur squat pourrait-il être « conventionné » comme l'ont été [les squats Lafayette](#) et [Arloing](#) les précédentes années ? Interrogée à ce sujet, la Métropole de Lyon indique ne pas avoir eu de demandes des habitants à ce sujet. Elle dit, cependant, ne pas fermer la porte à cette possibilité.

À Lyon, le retour des tentes dans les rues

Cet hiver, les « tentes » (avec leurs sans-abri) sont de retour dans les rues de Lyon. Sous le pont de Jean-Macé, sur les quais du Rhône, à Perrache, à la sortie des locaux de la Métropole de Lyon... Le phénomène des « campements » s'était quelque peu résorbé durant la crise sanitaire, du fait des moyens mis en place par les services de l'Etat et les collectivités. Il reprend de l'ampleur du fait, notamment, de l'absence d'ouverture de places d'hébergement d'urgence. À l'approche de l'hiver, nous avons décidé de revenir en détail sur cette question.

- [Hébergement d'urgence dans le Rhône : le gouvernement fait marche arrière sur les suppressions de places prévues](#)
- [Famille à la rue à Lyon : « Nous avons peur pour nos enfants »](#)
- [Un campement de 80 sans-abri à Lyon Part-Dieu, signe d'un hébergement d'urgence saturé](#)
- [Au Tambour, premier lieu d'accueil non-mixte de la métropole de Lyon pour femmes précaires](#)
